

Année 1929

THÈSE

N^o

35

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(Diplôme d'État)

PRÉSENTÉE PAR

Alexandre CHAPIREAU

Né à Coulonges-sur-Sarthe (Orne), le 16 Mars 1902

LA LOI ALLEMANDE

POUR LA

Lutte contre les maladies vénériennes

Les Résultats de son Application en Allemagne occupée

Président: M. GOUGEROT, Professeur

PARIS

LIBRAIRIE M. LAC

EDITEUR

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26, PARIS (VI^e Arr.)

1929



Digitized by the Internet Archive
in 2026

T H E S E
POUR LE DOCTORAT EN MEDECINE

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1929

THÈSE

N^o

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(Diplôme d'État)

PRÉSENTÉE PAR

Alexandre CHAPIREAU

Né à Coulonges-sur-Sarthe (Orne), le 16 Mars 1902

LA LOI ALLEMANDE

POUR LA

Lutte contre les maladies vénériennes

Les Résultats de son Application en Allemagne occupée

Président: M. GOUGEROT, Professeur

PARIS

LIBRAIRIE M. LAC

EDITEUR

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26, PARIS (VI^e Arr.)

1929

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Doyen

I. — Professeurs

Anatomie	.....
Anatomie médico-chirurgicale et Chirurgie expérimentale	....
Physiologie	.....
Physique médicale	.....
Chimie médicale	.....
Bactériologie	.....
Parasitologie et Histoire naturelle médicale	.....
Pathologie et Thérapeutique générales	.....
Pathologie médicale	.....
Pathologie chirurgicale	.....
Anatomie pathologique	.....
Histologie	.....
Pharmacologie et matière médicale	.....
Hydrologie et thérapeutique et climatologie	.....
Thérapeutique	.....
Hygiène et médecine préventive	.....
Médecine légale	.....
Histoire de la médecine et de la chirurgie	.....
Pathologie expérimentale et comparée	.....

M. ROGER

MM.

Clinique médicale

Hygiène et clinique de la première enfance	.....
Clinique des maladies des enfants	.....
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale	.....
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	.....
Clinique des maladies du système nerveux	.....
Clinique des maladies infectieuses	.....
Clinique de la Tuberculose	.....

Clinique chirurgicale

Clinique ophtalmologique	.....
Clinique urologique	.....

Clinique d'accouchements

Clinique gynécologique	.....
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie	.....
Clinique thérapeutique médicale	.....
Clinique oto-rhino-laryngologique	.....
Clinique thérapeutique chirurgicale	.....
Clinique propédeutique	.....
Professeur sans chaire	.....

CARNOT
BEZANÇON
ACHARD
WIDAL
LEREBOULLET
NOBECOURT
H. CLAUDE
GOUGEROT
GUILLAIN
TEISSIER
Léon BERNARD
DELBET
HARTMANN
LEJARS
GOSSET
TERRIEN
LEGUEU
COUVELAIRE
BRINDEAU
JEANNIN
J.-L. FAURE
OMBREDANNE
VAQUEZ
SEBILEAU
Pierre DUVAL
SERGENT
BRANCA



II. — Agrégés en exercice

MM.

ABRAMI	.....	Pathologie médicale
ALAJOUANINE	.....	Neurologie et Psychiatrie
AUBERTIN	.....	Pathologie médicale
BASSET	.....	Pathologie chirurgicale
BAUDOUIN	.....	Pathologie médicale
BINET	.....	Physiologie
BLANCHETIERE	.....	Chimie biologique
BROCO	.....	Pathologie chirurgicale
BRULE	.....	Pathologie médicale
CADENAT	.....	Pathologie chirurgicale

MM.

CHABROL	.....	Pathologie médicale
CHIRAY	.....	Pathologie médicale
CLERC	.....	Pathologie médicale
DEBRE	.....	Hygiène
DOGNON	.....	Physique
DONZEL	.....	Pathologie médicale
DUVOIR	.....	Médecine légale
ÉCALLE	.....	Obstétrique
FIESSINGER	.....	Pathologie médicale
GARNIER	.....	Pathologie expérimentale
GATELLIER	.....	Pathologie chirurgicale

MM.

GIROUD.....	Histologie
HARVIER.....	Pathologie médicale.
HEITZ-BOYER	Urologie.
HOVELACQUE	Anatomie.
HUTINEL.....	Pathologie médicale.
JOYEUX.....	Parasitologie.
LABBE HENRI	Chimie biologique.
LARDENNOIS.	Pathologie chirurgicale
LEMAITRE.....	Oto-rhino-laryngologie
LEROUX.....	Anatomie pathologique
LEVY-SOLAL..	Obstétrique.
LHERMITTE...	Pathologie mentale.
LIAN.....	Pathologie médicale.
MATHIEU.....	Pathologie chirurgicale.
MERCIER (F.).	Pharmacologie.
METZGER.....	Obstétrique.

MM.

MONDOR.....	Pathologie chirurgicale
MOURE.....	Pathologie chirurgicale
MULON.....	Histologie.
OBERLING.....	Anatomie pathologique
OLIVIER.....	Anatomie.
PHILIBERT...	Bactériologie.
QUENU.....	Pathologie chirurgicale
RICHET, Fils..	Physiologie.
SEZARY.....	Dermatologie et syphiligraphie.
VALLERY-RADOT	(Pasteur).....
VAUDESAL...	Pathologie médicale.
VAUDESCAL...	Obstétrique.
VELTER.....	Ophtalmologie.
VERNE.....	Histologie.

III. — Agrégés rappelés à l'exercice pour le service des examens

MM.

BUSQUET.....	Pharmacologie.
GUENIOT.....	Obstétrique.
LEQUEUX.....	Obstétrique.

MM.

NEVEU-LEMAIRE..	Parasitologie
RETTNER.....	Histologie.
ZIMMERN.....	Physique.

IV. — Agrégés chargés de cours de clinique à titre permanent

MM.

ALGLAVE.....	Clinique chirurgicale.
AUVRAY.....	Clinique chirurgicale.
CHEVASSU.....	Clinique chirurgicale.
LAIGNEL-LAVASTINE	Clinique médicale
LE LORIER....	Clinique obstétricale.

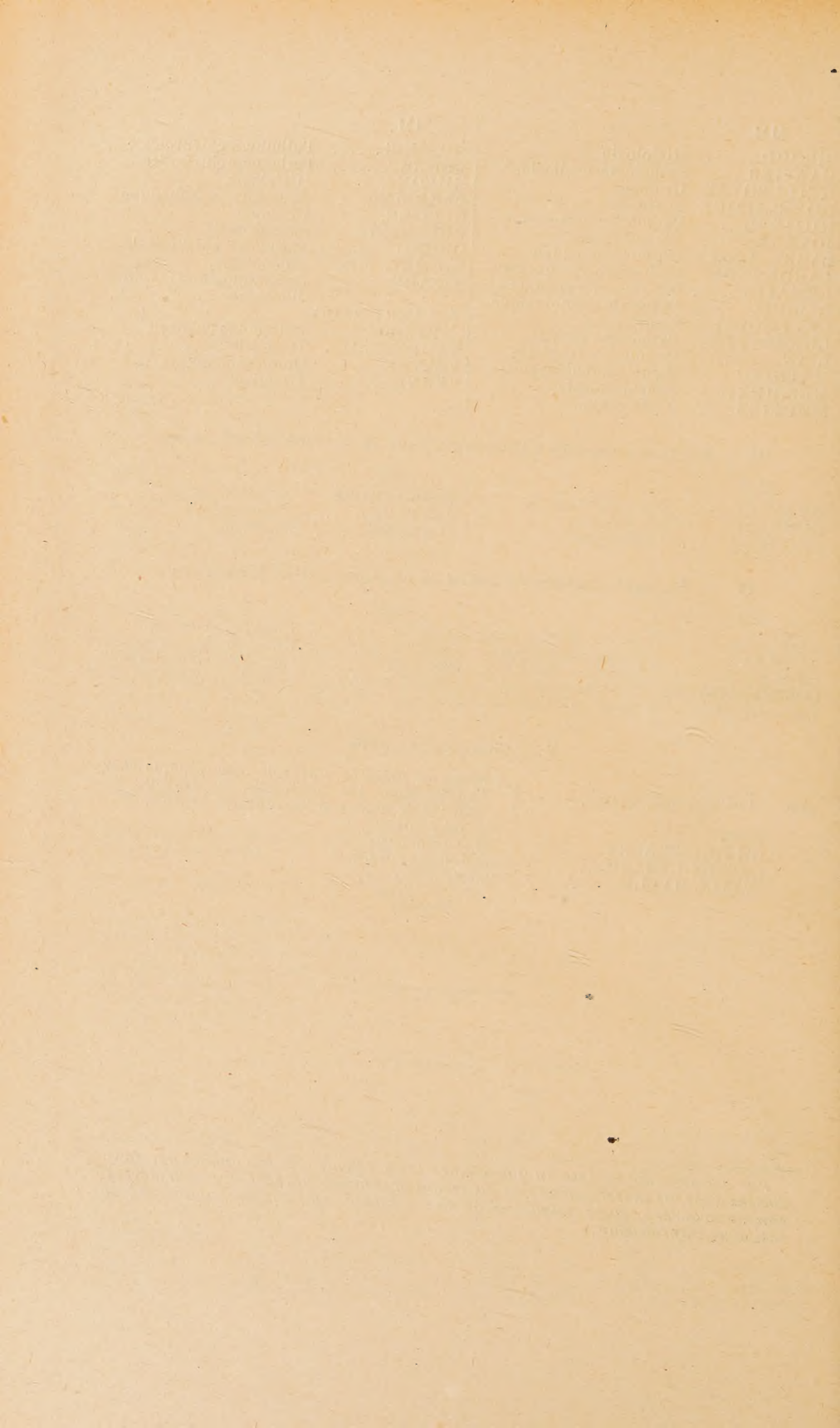
MM.

LERI.....	Clinique médicale.
MOCQUOT.....	Clinique chirurgicale.
PROUST.....	Clinique chirurgicale.
SCHWARTZ....	Clinique chirurgicale.

V. — Chargés de cours

MM. MAUCLAIRE, agrégé.....	Chargé du cours de chirurgie orthopédique chez l'adulte pour les accidentés du travail, les mutilés de guerre et les infirmes adultes. Stomatologie. Education physique. Radiologie clinique. Puériculture.
FREY.....	
CHAILLEY-BERT.....	
LEDoux-LEBARD.....	
WEILL-HALLE.....	

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.



A MES PARENTS

En témoignage de ma reconnaissance et
de ma profonde affection.

A MON PRESIDENT DE THESE

MONSIEUR LE PROFESSEUR GOUGEROT

Professeur de Clinique Dermato-syphiligraphique

à la Faculté de Médecine de Paris

Médecin de l'Hôpital Saint-Louis

Membre de l'Académie de Médecine

Homage de notre respectueuse gratitude pour l'honneur qu'il nous fait en acceptant la présidence de cette thèse.

A MONSIEUR LE DOCTEUR P. BERGERET

Dont les conseils toujours judicieux
nous ont été si utiles.

A MES MAITRES DES HOPITAUX DE CAEN

A MES MAITRES DES HOPITAUX DE PARIS

MEIS ET AMICIS

INTRODUCTION

Le péril vénérien est à l'ordre du jour. Depuis la guerre le monde entier s'est insurgé contre la recrudescence de ce fléau de l'humanité.

L'Allemagne, en particulier, a mis au point une loi qui donne toute son ampleur à la question si complexe de la responsabilité civile et pénale en matière de maladies vénériennes.

Médecin auxiliaire du centre de Dermato-vénérologie de l'Armée du Rhin, nous avons pu étudier cette loi du 18 Février 1927 sur la lutte contre les maladies vénériennes (Gesetz zur Bekämpfung des Geschlechtskrankheiten) qui est entrée en vigueur le 1^{er} Octobre de la même année. Nous examinons, d'autre part, les résultats de son application en Allemagne occupée.

I

Nous allons d'abord exposer cette loi (1) et commenter les paragraphes qui nous semblent devoir être développés.

§ 1

Les maladies vénériennes, au sens de la présente loi, sont la syphilis, la blennorrhagie et le chancre mou, quelles que soient d'ailleurs les parties du corps sur lesquelles se manifestent les symptômes de ces maladies.

§ 2

Toute personne qui sait ou, selon les circonstances, doit supposer qu'elle est atteinte d'une maladie vénérienne susceptible de contagion a le devoir de se faire traiter par un médecin reconnu en Allemagne. Les parents, tuteurs et autres personnes chargées de l'éducation sont tenus de pourvoir au traitement médical de leurs enfants ou pupilles atteints de maladies vénériennes.

(1) Le texte de la loi est imprimé en caractères plus forts.

Ainsi tout malade se soupçonnant atteint, sans toutefois être fixé sur la nature de sa maladie et à plus forte raison tout malade se sachant atteint, doit consulter un médecin.

Il s'agit là d'une obligation morale ; il est nécessaire avant tout que les malades comprennent d'eux-mêmes qu'il est de leur devoir envers eux-mêmes et envers la société de se faire soigner par un médecin.

Dans le cas présent la loi n'a pas prévu de sanctions pénales lorsque le malade ne donne aucune suite au traitement ordonné par celle-ci.

Le législateur avait pensé punir le manquement à ce devoir. Mais ce projet n'a pas eu de suite, pour ne pas donner au médecin un trop grand pouvoir vis-à-vis du malade et de crainte que la pensée d'une peine infligée par les tribunaux n'empêche le malade de voir le médecin après s'être soigné lui-même ou après s'être fait soigner par un charlatan. (Voir paragraphe 7).

Quant aux parents, tuteurs, chefs d'institutions, ils ont non seulement le devoir mais la responsabilité de faire traiter leurs enfants, pupilles ou personnes à leur charge.

« Quiconque viole une loi de protection est responsable des torts et dommages qui en résultent. » (paragr. 823, alinéa 2. Bürgerliches Gesetzbuch). Par la suite les parents, tuteurs ou personnes chargées de l'éducation sont tenus de dédommager les personnes confiées à leur surveillance des torts qui peuvent leur arriver, lorsqu'ils ont hésité voire même omis de les faire traiter.

§ 3

L'exécution des mesures hygiéniques résultant de la présente loi doit être confiée à des autorités de l'hygiène publique.

Les fonctionnaires de la police, de l'ordre et du bien publics doivent soutenir, par tous les moyens, l'exécution des tâches concernant l'hygiène et la prévoyance sociale.

Toute la loi est basée sur ce point qu'une lutte efficace contre les maladies vénériennes n'est possible que par l'action médicale.

Il ne s'agit pas dans cette loi de mesures policières, mais de mesures hygiéniques et la police n'est qu'un moyen de secours.

C'est pourquoi la surveillance de la prostitution, qui jusqu'ici était entre les mains de la police des mœurs est maintenant confiée à des autorités d'hygiène publique.

Nous pouvons citer parmi ces autorités dans les différentes provinces : les médecins d'arrondissement, les administrations municipales ou nationales d'hygiène, les offices du salut public et de la jeunesse.

Voici une déclaration faite au Reichtag par le président du Conseil :

« A la place de la police des mœurs opérera le travail des autorités d'hygiène, en collaboration avec les bureaux de consultation et les offices de traitement. Naturellement on ne pourra jamais se priver complètement de

la collaboration de la police, mais son rôle sera limité, de sorte qu'elle ne sera en somme qu'un moyen de secours pour faire exécuter les mesures d'hygiène sociale ».

Ce paragraphe montre avec toute la netteté possible qu'il ne s'agit pas d'une loi policière, mais d'une loi de Salut public.

§ 4

a) L'autorité de l'hygiène publique compétente peut demander aux personnes fortement suspectes d'être atteintes d'une maladie vénérienne et de propager la maladie de présenter un certificat médical et, seulement dans des cas exceptionnels motivés, un certificat sur leur état de santé délivré par un médecin désigné par l'autorité de l'hygiène publique compétente. A la requête du médecin qui a procédé à l'examen, ces personnes peuvent être tenues d'apporter à plusieurs reprises des certificats de ce genre.

Un dépistage total des maladies vénériennes du pays est certainement impossible. La loi se contente donc de viser les personnes fortement suspectes.

Il est évident que le législateur pense en premier lieu aux prostituées.

Dans l'esprit de la loi les prostituées sont tenues de se faire examiner volontairement. La nouvelle loi permet aux prostituées, une fois qu'elles sont connues comme telles, de s'adresser discrètement à un médecin, sans que

quiconque s'en occupe, et qu'ensuite on les laisse en paix. Par ce moyen on espère amener à consulter un nombre beaucoup plus grand de prostituées. La découverte des prostituées est confiée aux autorités d'hygiène et de préférence à un personnel féminin. Mais cette surveillance doit également s'étendre aux hommes se servant de la prostitution.

« Si à plusieurs reprises et au même endroit un homme est rencontré en relation avec des filles publiques, il me paraît suspect et l'employé de service d'hygiène doit mettre la main sur cet homme. De cette manière il est possible d'être juste envers les deux sexes ».

(M^{me} Fritsch) Union nationale pour la lutte contre les maladies vénériennes). (Zeitschrift vol. 19, p. 145).

Le législateur dit également : « de même et avant tout il faudrait aussi atteindre ces personnes du sexe masculin qui, insouciantes des suites pouvant résulter du changement continu de leurs relations sexuelles s'adonnent sans limite à la débauche ».

(Begründung Reichsdrucksache 3. 1924-1925, n° 975, p. 7).

Dans d'autres cas les autorités d'hygiène peuvent de diverses façons prendre connaissance des faits probants justifiant leurs soupçons :

a) dénonciation : par exemple locataires portant plainte contre un homme présentant des marques très nettes de syphilis employant des lieux d'aisances communs ou dormant dans le même lit que ses enfants ;

b) par le rapport d'un médecin qui à la suite des révé-

lations d'un malade en traitement découvre des sources de contagion ;

c) par les rapports des bureaux de consultations, d'Offices et d'Institutions de salut public, de prévoyance sociale, de charité, de jeunesse.

C'est ainsi qu'un malade vu à un bureau de consultations fit découvrir un foyer de 23 cas de syphilis.

b) Les personnes atteintes de maladies vénériennes qui sont suspectes de propager la maladie peuvent être soumises à un traitement et même internées dans un hôpital si cela paraît nécessaire pour empêcher la propagation de la maladie.

La loi ne fixe pas le degré de la maladie. Elle ne s'applique pas seulement à une certaine catégorie de personnes (prostituées) elle frappe tout malade remplissant les conditions du présent alinéa.

Elle frappe par exemple un malade qui, malgré plusieurs consultations et avertissements, se dérobe au traitement médical et se conduit de telle sorte qu'on puisse envisager qu'il propage la maladie.

c) Il ne doit pas être tenu compte des dénonciations dont les auteurs ne sont pas reconnaissables. Les personnes qui, en donnant leur nom, en accusent d'autres d'être atteintes de maladies vénériennes doivent être tout d'abord entendues verbalement et il ne doit être donné

suite aux dénonciations que lorsque l'interrogatoire aura suffisamment établi la véracité des faits affirmés.

d) Lorsque d'autres moyens seront insuffisants pour l'exécution des mesures prévues aux alinéas a et b, l'application de la contrainte directe sera permise. Il ne peut être procédé qu'avec l'autorisation du malade à des interventions susceptibles de constituer un grave danger pour sa vie ou sa santé.

Suivant ordonnance du ministre de l'Intérieur datée du 11 Septembre 1927 sont à considérer comme interventions ne pouvant être effectuées qu'avec l'assentiment du malade :

tout traitement à base de novarsenobenzol, de mercure et de bismuth ;

la ponction lombaire, la cystoscopie, le cathétérisme de l'urèthre et sa dilatation.

§ 5

Toute personne qui pratique le coït, bien qu'elle sache ou que, selon les circonstances, elle doive supposer qu'elle est atteinte d'une maladie vénérienne susceptible de contagion, est passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 3 ans, encore qu'elle n'ait encouru une peine plus élevée selon les prescriptions du Code pénal.

Les poursuites ne sont exercées que sur requête.

Le délai de prescription des poursuites pénales est de six mois.

Dans l'esprit du législateur il s'agit surtout d'une menace de peine. Ce paragraphe représente dans la plus large mesure un très sérieux avertissement. Quant à la preuve du fait que l'inculpé était lors du coït atteint d'une maladie vénérienne, elle peut être fournie par l'audition du médecin chez lequel le malade était en traitement ; par l'examen d'un médecin désigné par l'autorité d'hygiène compétente ou même par le refus de ce malade de se soumettre à l'examen d'un tel médecin...

Si la maladie vénérienne provoquée par contamination cause de graves troubles de santé ceux-ci peuvent être assimilés à de graves blessures corporelles pour lesquelles la loi prévoit des peines de 1 à 5 ans de prison.

(Paragraphe 224 — Code pénal d'Empire).

Si le malade n'était pas conscient de sa responsabilité au moment de l'acte (adolescent au-dessous de 18 ans) les parents ou tuteurs responsables reçoivent un sérieux avertissement.

Après l'expiration du délai de prescription, nulle plainte n'est admise.

§ 6

Toute personne qui sait ou qui, selon les circonstances, doit supposer quelle est atteinte d'une maladie vénérienne susceptible de conta-

gion et qui, néanmoins, contracte un mariage, sans avoir informé de sa maladie l'autre partie conjointe avant de conclure l'union, est passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 3 ans.

Les poursuites ne sont exercées que sur requête. Le délai de prescription des poursuites pénales est de 6 mois.

Le consentement médical au mariage exempte le fiancé de révéler la maladie contractée dans le passé.

Dans le cas où le médecin ne peut se prononcer sur le caractère contagieux de la maladie contractée antérieurement, le fiancé doit en parler à sa fiancée.

L'obligation de révéler n'existe donc que lorsqu'une maladie vénérienne, *susceptible de contagion*, existe avant le mariage. Ce sera dans la syphilis lorsque la réaction de Wassermann, par exemple, sera constamment positive.

Ce sera, malgré une sérologie négative, lors d'une infection récente, lors d'un traitement insuffisant, quand une rechute pourra être à juste titre redoutée.

Quant à la blennorrhagie on l'estime guérie lorsque les examens bactériologiques, après réactivation, ne déclèlent plus la présence de gonocoques.

Le législateur pense que lorsqu'une personne malade contracte mariage avec une personne saine, elle commet un acte criminel et un grave abus de confiance et des poursuites d'ordre civil peuvent être également envisagées.

D'ailleurs pour inciter les fiancés à se faire des révélations mutuelles les employés de l'Etat-civil leur remettent une notice établie par l'Office sanitaire du Reich, appelant leur attention sur le danger des maladies vénériennes.

§ 7

a) Le traitement des maladies vénériennes et des maladies ou affections des organes génitaux n'est permis qu'aux médecins reconnus en Allemagne. Il est interdit de traiter des maladies de ce genre autrement qu'à la suite d'un examen personnel (traitement par correspondance) ou de donner au moyen de conférences, écrits, gravures ou descriptions illustrées, des conseils pour se traiter soi-même.

b) Toute personne qui, contrairement à l'une des interdictions prévues à l'alinéa a), en traite une autre, ou bien publiquement ou par diffusion d'écrits, de gravures ou de descriptions illustrées, offre, même d'une façon dissimulée, de traiter de cette manière, est passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 1 an et d'amende ou de l'une de ces peines.

Est passible de la même peine tout médecin qui s'offre d'une façon illégale de traiter les maladies désignées à l'alinéa a).

En ce qui concerne le traitement par correspondance, il s'agit du cas où le médecin n'a jamais vu le malade

et lui donne une ordonnance ou des conseils soit par lettre, téléphone, voire même par l'intermédiaire d'une tierce personne.

Par contre un médecin a le droit de donner un renseignement au malade, de la façon sus-indiquée, s'il a déjà examiné le malade, s'il ne s'agit que de la continuation d'un traitement institué par lui.

Les offres publiques sont punissables, fussent-elles faites sous une forme dissimulée tels des articles pseudo-scientifiques.

Peut être poursuivi également le médecin qui insère des annonces dans les journaux quotidiens, qui recommande des méthodes de guérison ou offre des consultations gratuites.

§ 8

Tout médecin qui examine une personne atteinte de maladie vénérienne est tenu de l'instruire de la nature de sa maladie et du danger de contagion, ainsi que de la culpabilité des actions désignées au § 5 et 6 et de lui remettre en même temps un aide-mémoire officiellement approuvé. Si le malade ne possède pas le discernement nécessaire pour reconnaître le danger de contagion l'instruction devra être donnée et l'aide-mémoire remis à la personne chargée de pourvoir au bien-être du malade.

Le fait de mettre au courant le malade entraîne sa responsabilité, S'il contamine quelqu'un il le fait en tou-

te connaissance de cause, il accomplit un acte criminel avec préméditation et il ne peut plus arguer qu'il ignorait être atteint d'une maladie vénérienne.

Le médecin ayant omis d'instruire le malade peut encourir des poursuites d'ordre civil.

§ 9

Tout médecin qui soigne une personne atteinte de maladie vénérienne susceptible de contagion est tenu de la dénoncer à l'autorité de l'hygiène publique, lorsqu'elle se soustrait au traitement ou à l'observation du médecin, ou qu'elle constitue pour des tiers un danger tout particulier en raison de sa profession ou de sa situation matérielle.

Ce danger peut exister notamment dans les professions suivantes :

Epiciers et employés d'une maison d'alimentation, garçons de café et serveurs, ouvriers de manufactures de tabacs, souffleurs de verrerie, coiffeurs, bonnes d'enfant etc...

La dénonciation s'impose lorsque le médecin apprend qu'un malade, bien que contagieux, pratique le coït ; elle s'impose également en cas de mauvais conditionnement d'habitation.

§ 10

Toute personne qui, en qualité de fonctionnaire ou d'employée d'un service de l'hygiène

publique ou d'un bureau de consultation, dévoile, sans y être autorisée, ce qu'elle a appris dans son service sur les maladies vénériennes d'un tiers, ou sur leur cause, ou sur toute autre situation personnelle des intéressés, est passible d'une peine d'amende ou d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 1 an.

Les poursuites ne sont exercées que sur requête. Celle-ci peut être également présentée par le service d'hygiène publique.

La révélation n'est pas illicite lorsqu'elle est faite par ou avec l'assentiment d'un médecin attaché au service d'hygiène publique, à une personne ayant un intérêt justifié à être informée de la maladie vénérienne d'une tierce personne.

Une employée d'un service d'hygiène apprend, par exemple, que le fiancé d'une de ses amies est atteint d'une maladie vénérienne. Deux moyens s'offrent à elle :

elle peut en référer au médecin officiel qui avertit la fiancée ;

ou bien elle peut demander l'autorisation au médecin d'avertir elle-même son amie.

Mais en dernier ressort la décision d'informer une personne de la maladie d'une autre dépend uniquement du médecin.

§ II.

Quiconque, dans le but de guérir ou d'améliorer des maladies vénériennes, annonce ou re-

commande publiquement ou par la diffusion de brochures, de gravures ou de descriptions illustrées, des remèdes, objets ou procédés, même sous une forme déguisée, ou expose des remèdes ou objets de ce genre à un endroit généralement accessible, est passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à six mois et d'amende ou de l'une de ces peines.

N'est passible d'aucune peine le fait d'annoncer ou de recommander ces remèdes ou objets à des médecins ou pharmaciens ou à des personnes qui ont l'autorisation d'en faire le commerce, ou dans des périodiques médicaux ou pharmaceutiques.

Le législateur a entrepris une lutte sans merci contre les charlatans de la médecine. Les points de vue suivants ont inspiré cette décision :

- 1° nécessité d'établir un diagnostic solide ;
- 2° difficulté à juger la guérison complète des maladies vénériennes ;
- 3° possibilité de remédier au mal dans la plus large mesure et de la façon la plus efficace.

§ 12

Les conférences, brochures, gravures et descriptions illustrées destinées seulement à donner des éclaircissements sur les maladies vénériennes, particulièrement sur les formes sous lesquelles elles se manifestent, ne sont pas passi-

bles de peines tant qu'elles ne tombent pas sous le coup des dispositions pénales du § 7.

§ 13

a) Le Gouvernement du Reich peut subordonner la mise en circulation de remèdes ou objets destinés à la prophylaxie des maladies vénériennes au résultat d'un examen officiel, et l'interdire pour les objets qui n'y sont pas appropriés. Il peut également édicter des prescriptions concernant l'exposition, l'annonce ou la recommandation des remèdes ou objets admis à cet effet.

b) Toute personne qui met en circulation des remèdes ou objets qui en sont exclus en vertu de l'alinéa a), phrase 1, est passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à six mois et d'amende ou de l'une de ces peines. Est puni de même quiconque contrevient à une prescription édictée en vertu de l'alinéa a., phrase 2.

§ 14

Est passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à un an et d'amende ou de l'une de ces deux peines, encore qu'une peine plus sévère ne soit prévue par les dispositions du Code pénal :

1° Une femme qui allaite un enfant étranger, quoiqu'elle sache ou que selon les circonstances,

elle doit supposer qu'elle est atteinte d'une maladie vénérienne ;

2° Quiconque fait allaiter par une autre personne que la mère un enfant syphilitique à l'entretien duquel il est tenu de pourvoir, bien qu'il connaisse ou que, selon les circonstances, il doit connaître la maladie de l'enfant ;

3° Quiconque fait allaiter par une autre personne que la mère un enfant atteint d'une maladie vénérienne à l'entretien duquel il est tenu de pourvoir, sans avoir fait au préalable instruire verbalement cette personne par un médecin de la maladie et des mesures de prudence qui s'imposent, quoi qu'il connaisse ou que, selon les circonstances, il doit connaître la maladie de l'enfant ;

4° Quiconque met en nourrice un enfant atteint de maladie vénérienne sans informer les parents nourriciers de la maladie de l'enfant, quoi qu'il la connaisse ou que, selon les circonstances, il doit la connaître.

N'est passible d'aucune peine le fait d'allaiter ou de faire allaiter un enfant syphilitique par une femme également atteinte de syphilis.

Un parallèle s'impose avec le paragraphe 5 de la présente loi.

La contamination d'une personne saine, que ce soit la nourrice ou que ce soit l'enfant peut également entraîner

ner des poursuites en dommages-intérêts pour grave blessure corporelle.

§ 15

Est passible d'une amende maximum de cent-cinquante reich-marks ou de détention :

1° Une nourrice allaitant un enfant étranger sans être en possession d'un certificat médical délivré immédiatement avant son entrée en service et attestant qu'aucune maladie vénérienne n'a pu être constatée chez elle ;

2° Quiconque engage une nourrice pour allaiter un enfant sans s'être assuré qu'elle est en possession du certificat désigné au n° 1 ;

3° Quiconque, abstraction faite du cas d'urgence, fait allaiter un enfant, à l'entretien duquel il est tenu de pourvoir, par une autre personne que la mère, sans être au préalable en possession d'un certificat médical attestant que la santé de la nourrice ne court aucun danger.

Les prescriptions de l'alinéa 1 ne sont pas applicables au cas prévu à l'alinéa 4, phrase 2, du paragraphe 14.

§ 16

Les modifications suivantes sont apportées au Code Pénal :

A) Les alinéas 2 et 3 sont ajoutés au § 180.

2) Est particulièrement considéré comme pro-

xénétisme l'entretien d'une maison de tolérance ou d'une entreprise similaire.

3) Quiconque accorde un logement à une personne ayant 18 ans révolus, n'est puni en vertu de l'alinéa 1 que s'il y a exploitation ou engagement dans un but de prostitution, ou incitation à la prostitution de la personne qui bénéficie du logement.

Cette addition au paragraphe 180 du Code pénal d'Empire s'imposait.

Celui-ci punissait simplement le proxénétisme de logement :

« Quiconque soit par habitude, soit par intérêt personnel facilite la débauche soit par son intermédiaire, soit en accordant ou procurant des occasions favorables est passible pour proxénétisme d'une peine non inférieure à un mois de prison. Peuvent être infligés une amende de 150 à 6.000 Reichmarks, la dégradation civique ainsi que la surveillance par la police. S'il existe des circonstances atténuantes, la peine peut être réduite à un jour de prison ».

En somme la prostituée n'avait pas droit à un logement. La crainte de perdre son logement pouvait être pour elle un motif de ne pas avoir recours à un médecin en cas de maladie.

Désormais le fait de louer une chambre à une prostituée à condition qu'elle ne s'y adonne pas à la prostitution n'est pas punissable.

B) Le paragraphe 361 (1), n° 6, sera ainsi conçu :

Quiconque publiquement, d'une manière contraire aux bonnes mœurs, ou à la bienséance, ou importune aux autres personnes, invite ou s'offre à la prostitution.

Ce paragraphe était ainsi rédigé :

« Sera puni d'une peine de prison toute femme soumise à la surveillance de la police en raison de sa profession de prostituée, si elle contrevient aux prescriptions de la police en ce qui concerne les mesures d'hygiène et d'ordre général, ou une femme qui se livre à la prostitution clandestine ».

L'abolition de la réglementation nécessitait la suppression de ce paragraphe. A noter la suppression de « profession de prostituée ».

D'autre part le mot quiconque s'applique également aux hommes.

Il s'agit d' « invitation » dans le cas où des tiers incitent à la prostitution soit en accostant dans la rue, soit en distribuant des cartes de visite, photographies, soit en faisant des insertions dans les journaux.

C) Au paragraphe 361 est intercalé après le n° 6.

6 a) Quiconque habituellement et dans un but de lucre se livre à la prostitution dans le voisinage des églises ou dans celui d'écoles ou autres locaux destinés à être fréquentés par des

enfants ou des adolescents, ou dans une maison dans laquelle demeurent des enfants ou des personnes adolescentes entre 3 et 18 ans, ou dans une commune de moins de quinze mille habitants, pour laquelle l'autorité suprême de Pays a rendu un décret correspondant pour la protection de la jeunesse ou de la bienséance publique.

Le paragraphe 16 qui traite des poursuites pouvant résulter de la prostitution envisage une des questions les plus délicates de la loi.

Toutes les mesures prises par les législations précédentes pour limiter la prostitution sont restées infructueuses. Bien mieux, la crainte de la réglementation, de la surveillance constante de la police des mœurs ont amené beaucoup de prostituées à exercer leur profession clandestinement et même de peur d'être découvertes à renoncer à consulter un médecin en cas de maladie.

C'est donc une réforme morale, sociale et hygiénique très importante que la suppression de la réglementation administrative.

§ 17

Les logements limités à certaines rues, ou les blocs de maisons destinés à l'exercice de la prostitution sont interdits.

L'abolition des maisons de tolérance s'imposait pour des raisons sanitaires et morales parce que la prostitu-

tion est représentée dans le cadre le plus alarmant. Ce sont des foyers d'alcoolisme et de contagion. Nul n'ignore combien la soi-disante sécurité des maisons closes est illusoire.

LES MALADIES VENERIENNES A L'ARMÉE DU RHIN

Dans une instruction sur la prophylaxie des maladies vénériennes, consécutive aux modifications fondamentales apportées à la législation allemande, le général commandant l'Armée du Rhin écrit :

« Il convient de s'armer contre cette prostitution (non réglementée) qui risquerait de devenir envahissante si nous manquions de vigilance. Une lutte autant que possible dans le cadre même de cette loi doit nous permettre d'écarter ce péril.

....Il suffira d'attirer l'attention de l'Office supérieur d'Hygiène pour obtenir satisfaction. C'est en effet, cet organisme qui détient tout pouvoir y compris celui de mettre en jeu la police quand cela est nécessaire.

Il est d'une importance essentielle que le médecin-chef dans chaque Place soit en relations constantes avec l'Office d'Hygiène auprès duquel il pourra intervenir avec fruit. C'est une collaboration qui est de part et d'autre indispensable au point de vue prophylactique ».

Lorsqu'un militaire français contracte une maladie vénérienne, le médecin-major l'interroge sur les sources de contamination et remplit un questionnaire.

Si ce militaire ne peut donner le nom de la femme qui l'a contaminé, il peut tout au moins donner son

pseudonyme, voire même présenter une photographie, indiquer le lieu de rencontre, enfin donner tout indice pour orienter la police française ou les autorités allemandes dans leurs recherches. Ces recherches sont facilitées du reste, du fait que les hommes de troupe fréquentent presque toujours les mêmes lieux.

Voici un modèle de fiche de signalement :

Armée Française du Rhin

MODELE 29

Centre de Dermato-venéorologie

Mayence, le 19

N° d'ordre

S. P. 77

FICHIER DES FEMMES SIGNALEES

Le	N° matricule
du	, Cie , déclare avoir été
contaminé	, par
Nom (1)	, Prénoms
Surnoms	, Domicile
Signalement, taille	, cheveux
yeux	, visage , teint
Signes particuliers	
Costume	
Habitudes, lieux fréquentés, compagnes habituelles, etc.	
etc...	

(1) Nom écrit en caractères d'imprimerie.

REPOSE DES AUTORITES ALLEMANDES

La nommée
a été reconnue
à la date du

Les noms, prénoms, signalement seront modifiés à l'encre rouge, suivant les renseignements fournis par le bulletin allemand.

A la suite de cet interrogatoire un bulletin de renseignements est adressé sous pli confidentiel par le médecin-chef de la Place à l'autorité d'Hygiène allemande compétente qui agit en conséquence et pratique tous les examens nécessaires.

« Après vérification du bien fondé de la dénonciation, les mesures prises par le § 4 de la loi d'Empire sont mises en œuvre par l'autorité d'hygiène qui rend compte au Médecin-chef de la Place du résultat de la visite médicale et de la décision prise.

S'il y a contestation le médecin-chef de la Place a le pouvoir de prescrire un contre-examen pratiqué par un des médecins accrédités auprès de l'autorité d'hygiène publique, en sa présence ou en présence d'un médecin militaire désigné par lui.

Toute femme reconnue atteinte de maladie vénérienne devra être traitée et hospitalisée durant toute la période de contagion, sauf pour quelques cas exceptionnels dûment motivés qui devront toujours être soumis à l'approbation du directeur du Service de Santé du Corps d'Armée ».

(Réglement sur le contrôle sanitaire du 6 Décembre 1927, n° 513).

Nous avons pu grâce à l'obligeance de Monsieur le Médecin capitaine Bergeret étudier les résultats de l'application de la loi Allemande en Allemagne occupée (1).

(1) Les maladies vénériennes à l'Armée française du Rhin sous le régime de la loi d'Empire du 18 février 1927, par M. le Médecin capitaine Bergeret, sera analysé dans les Archives de Médecine et de Pharmacie militaires.

Cette étude prend pour point de départ le 1^{er} Octobre, 1925. En effet, avant cette date plusieurs événements ont modifié la morbidité vénérienne ; ce furent de grands déplacements de troupe lors de l'occupation de la Ruhr, ce fut la crise économique aiguë facteur de prostitution avec l'avantage du change pour le français autre facteur de débauche.

Après 1925 ces influences qu'elles soient d'ordre militaire, social ou économique ne s'exercent plus.

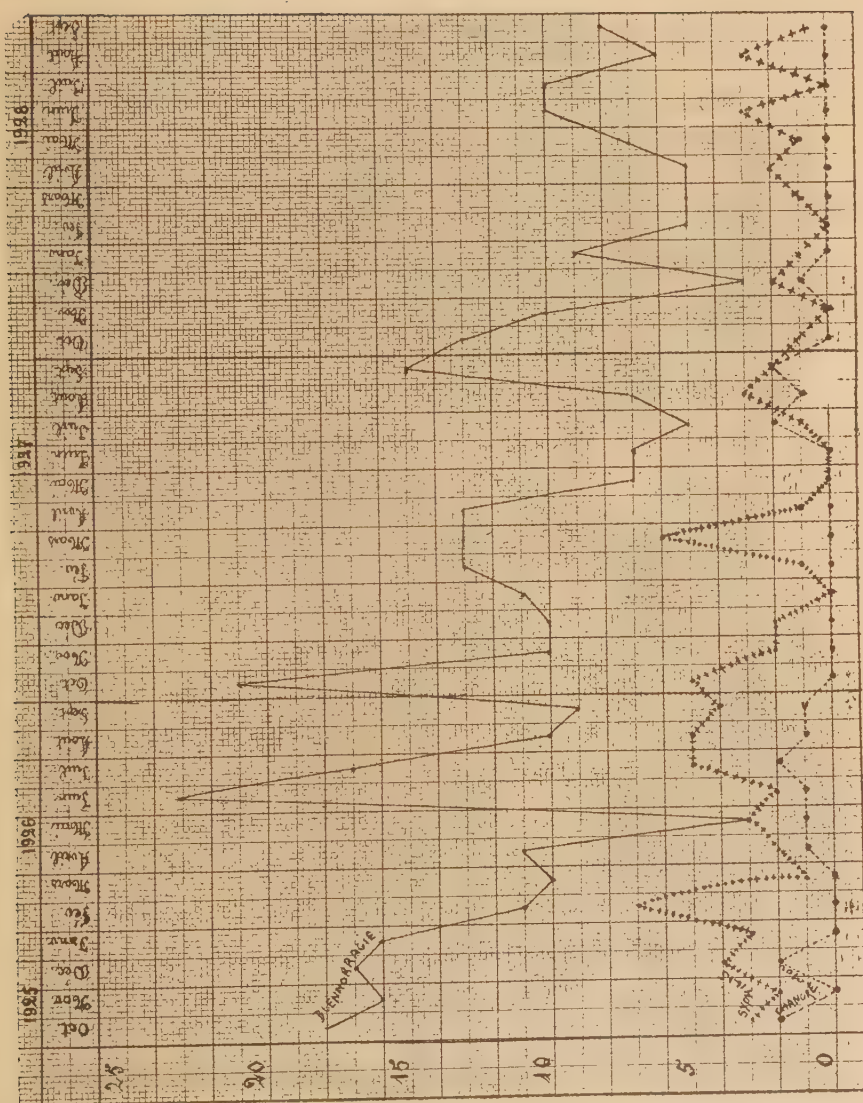
Nous allons étudier deux courbes statistiques officielles des cas contractés en territoire occupé : La première de ces courbes donne le détail de ces cas. On remarque que le nombre de chancres mous est en pratique inexistant.

Le nombre des cas de syphilis ne peut être contesté, les syphilitiques étant en principe tous traités au centre ou dans les sous-centres de Dermato-vénérologie.

Quant aux cas de blennorragie, on peut considérer que quelques cas échappent à la statistique (malades se soignant eux-mêmes).

Il suffit de jeter un coup d'œil sur ce tableau pour remarquer la décroissance très nette des courbes à partir du 1^{er} Octobre 1927, c'est-à-dire à partir de l'application de la loi.

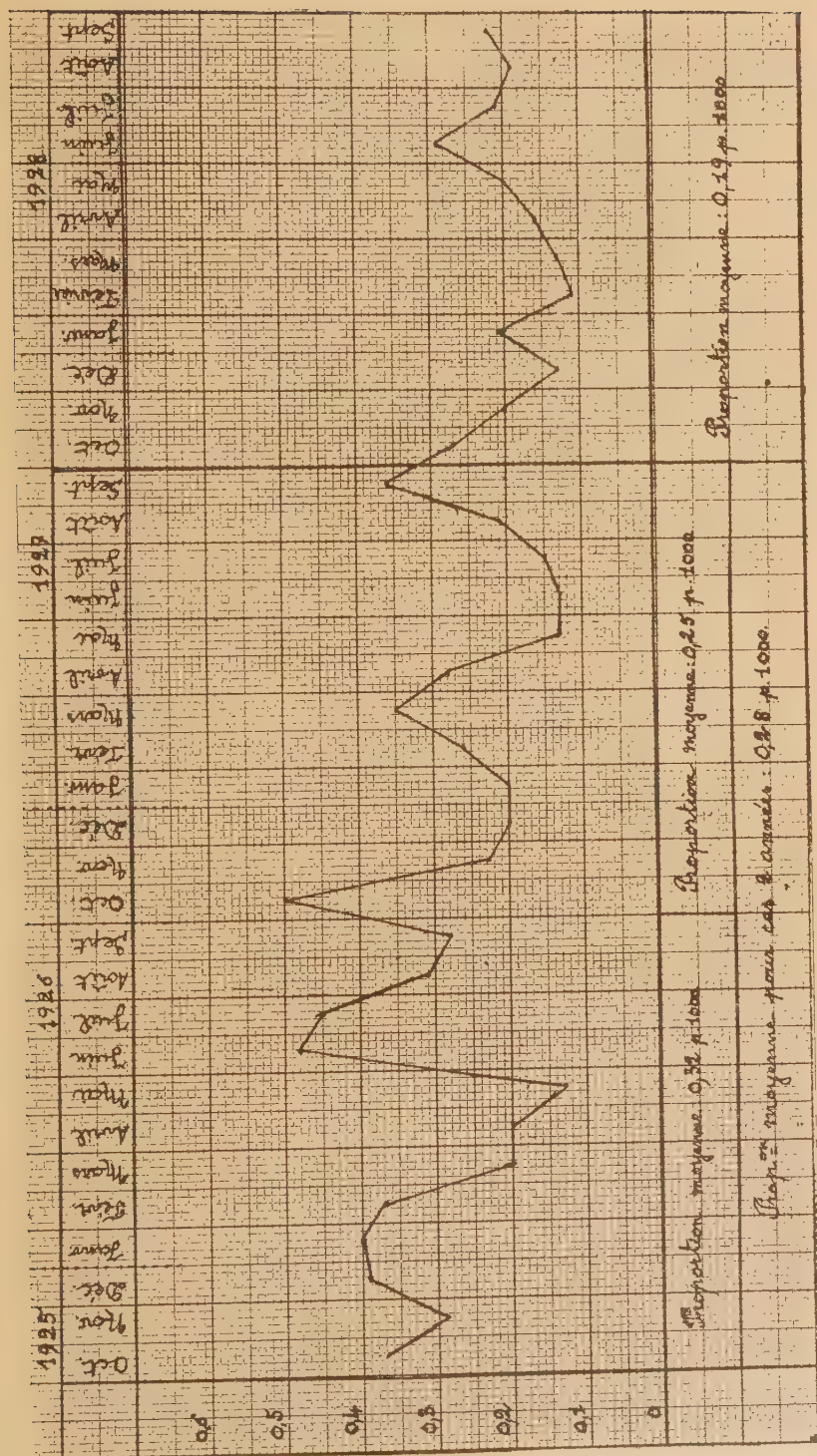
TABLEAU I



La deuxième courbe est non moins démonstrative. Elle est établie par rapport à l'effectif moyen mensuel. Il s'agit d'une proportion des maladies vénériennes pour 1.000 hommes présents à l'armée. La décroissance très nette de la courbe ne peut donc être imputée à une diminution des effectifs.

Le résultat est net. Les maladies vénériennes ont diminué de près d'un tiers par rapport aux deux années précédentes, depuis l'application de la loi alors qu'on pouvait très légitimement craindre une augmentation de la morbidité vénérienne.

TABLEAU 2



Notre étude ne serait pas complète si nous n'examinions les résultats du côté allemand.

Le service antivénérien de la ville de Mayence est une des plus parfaites organisations pratiques pour la lutte contre les maladies vénériennes (1).

Ci-joint un tableau étudiant l'activité du Fürsorgedienst de Mayence (service d'assistance municipal).

Les résultats sont également tout à fait rassurants. De 18 en Octobre 1927, le nombre des femmes devant présenter régulièrement un certificat médical par application du § 4 de la loi, passe à 103. Malgré les investigations plus grandes du centre le nombre des femmes reconnues contaminées n'augmente pas. Quant au nombre des femmes hospitalisées s'il est plus important, il n'est pas en rapport avec le nombre des femmes devant fournir un certificat médical.

Il faut remarquer également le petit nombre des cas de syphilis.

(1) Consulter *Dermatologische Zeitschrift*, Müller, Sprenger, Utten-dorfer-Beratungstelles, Fürsorge und Geschlechtskranken Abteilung der Stadt Mainz vor und nach Einführung des R. G. B. G. Bd L. III avril 1928, p. 427.

TABLEAU 3

Activité du Stadt. Fürsorgedienst de Mayence

	Femmes soumises de façon régulière à la présentation d'un certificat médical	Femmes hospita- lisées pour			Femmes reconnues contaminées dans le mois		
		Syphilis	Blennorragie	Chancre mou	Syphilis	Blennorragie	Chancre mou
1927							
Octobre	18	»	4	»	»	»	»
Novembre	27	»	5	»	»	2	»
Décembre	41	»	7	»	»	2	»
1928							
Janvier	58	2	2	»	»	2	»
Février	64	4	12	»	»	3	»
Mars	79	1	4	»	1	3	»
Avril	77	1	7	»	»	2	»
Mai	86	»	7	»	»	»	»
Juin	76	1	7	»	»	1	»
Juillet	77	»	7	»	»	1	»
Aout	81	»	8	»	»	1	»
Septembre	103	2	14	»	1	2	»

Un point de comparaison s'impose entre ces résultats et les beaux résultats obtenus en France dans une ville où les maisons closes furent supprimées.

On sait qu'en 1925, les maisons de tolérance de Strasbourg furent fermées.

Voici la déclaration faite en Octobre 1926, huit mois après leur fermeture, par le médecin principal de 1^{re} classe, Médecin-chef de la Place devant le Conseil départemental d'Hygiène du Bas-Rhin :

« On a observé depuis le début de cette année une réduction de 50 % des cas de maladies vénériennes ; parmi ceux-ci la moitié seulement fut contractée sur place. La recrudescence des cas de maladies vénériennes, qu'on observait chaque année au cours des mois qui suivaient l'arrivée des recrues n'a pas été observée cette année ».

« J'estime, ajoute-t-il, que l'état sanitaire est, à ce point de vue, meilleur à Strasbourg que dans les autres garnisons que j'ai connues. Je conclus en indiquant que les mesures prises récemment ont entraîné un bénéfice certain pour la garnison ».

III

Devant l'étendue des ravages causés par les maladies vénériennes, les Pouvoirs Publics en France ne sont pas restés inactifs.

Parmi les récents travaux concernant la lutte contre les maladies vénériennes, nous pouvons citer les deux beaux projets de loi suivants :

I. — Le projet du Professeur PINARD :

ARTICLE UNIQUE

« Tout citoyen Français voulant contracter mariage ou remariage, ne pourra être inscrit sur les registres de l'Etat-Civil, que s'il est muni d'un certificat médical, daté de la veille, attestant qu'il ne présente aucun symptôme appréciable d'une maladie contagieuse ».

II. — La proposition de loi concernant la prostitution et la prophylaxie des maladies vénériennes présentée par M. Justin GODART, sénateur, inspirée par le rapport de M. LE POITTEVIN, président de Chambre à la Cour d'Appel de Paris. (Rapport présenté le 1^{er} Avril 1925 à la Commission de prophylaxie des maladies vénériennes, instituée auprès du ministère de l'Hygiène).

Ce texte se compose de 5 titres définis dans l'exposé des motifs.

Le titre I « abolit la réglementation administrative de la prostitution qui donne lieu à tant d'abus, à de si flagrants attentats à la liberté, qui a permis de commettre de retentissantes et regrettables erreurs ».

Le titre II « apporte au code pénal des modifications qui permettront de saisir et de poursuivre la provocation publique à la débauche. Il lie heureusement à l'Hygiène sociale, l'Hygiène individuelle en soumettant à un examen médical obligatoire toute personne arrêtée dans les conditions qu'il prévoit ».

Le titre III « vise à la répression du proxénétisme, et cherche à en poursuivre les multiples manifestations qui, à l'heure présente, se dissimulent sous toutes sortes d'offres envahissant même la grande presse lorsque celle-ci n'est pas assez vigilante ».

Le titre IV « édicte une série de mesures sanitaires à imposer à tout individu, qui, arrêté dans les conditions énumérées au titre II, a été reconnu atteint de maladie vénérienne. C'est légalement, ce qui se fait présentement réglementairement ».

Enfin le titre V « établit l'interdiction d'autoriser ou de tolérer les établissements de prostitution, sauf à laisser vivre pendant une période transitoire ceux qui existent présentement.

La faillite totale de la réglementation en matière de préservation et de contrôle sanitaire a été proclamée depuis longtemps par les hygiénistes les plus éminents. La sécurité offerte par les maisons de prostitution est

aussi illusoire que celle de la mise en carte. La disparition de ces maisons s'impose donc à tous les points de vue ».

(A rapprocher le vœu émis par la 8^e Assemblée de la Société des Nations dans sa séance du 20 Septembre 1927).

CONCLUSIONS

De l'ensemble de cette étude nous pouvons tirer les conclusions suivantes :

1° Après l'application de la loi pour la lutte contre les maladies vénériennes en Allemagne occupée, la morbidité vénérienne diminue de près d'un tiers en un an. Il est juste de faire ressortir combien les résultats sont en rapport avec la valeur de l'autorité locale chargée d'appliquer la loi et dans le cas présent de noter combien furent grandes la vigilance et la sollicitude du Service de Santé.

2°) Du côté allemand proprement dit, les résultats sont tout aussi rassurants, tels ceux enregistrés par le Service d'Assistance Municipale de Mayence.

De ces considérations nous pouvons déduire combien l'application de la loi du 18 Février 1927 a donné de résultats excellents.

Ces résultats sont d'autant plus rassurants qu'ils s'appliquent à une période immédiatement consécutive à la mise en vigueur de la loi, c'est-à-dire à une période où on pouvait légitimement craindre une aggravation de

la morbidité vénérienne. Ceci nous fait présager pour l'avenir des résultats encore plus encourageants.

Nous souhaitons donc que le plus tôt possible soit votée en France une loi qui :

1°) Eclaire l'esprit du public et lui donne conscience de sa responsabilité civile et pénale en matière de maladies vénériennes, soumettant à un examen médical et à un traitement obligatoire toute personne susceptible de propager une maladie vénérienne et par conséquent dangereuse pour la société.

2°) Protège le mariage en rendant pénalement responsable la personne qui, lors de son mariage, contamine une personne saine ; protège de même la nourrice et le nourrisson en exigeant un examen médical.

3° Autorise la dénonciation à condition qu'elle soit faite avec toutes les garanties de véracité ; délivre le médecin du secret professionnel lorsqu'il s'agit du bien de la société.

4° Poursuive énergiquement les charlatans de la médecine qui, loin de juguler la morbidité vénérienne, en provoquent l'accroissement, incapables qu'ils sont de remédier dans la plus large mesure et de la façon la plus efficace au mal.

5° Supprime la réglementation administrative toute arbitraire qui de plus épargne le prostitué et soumette la prostitution au droit commun, supprimant ainsi une injustice. C'est la substitution de l'autorité médicale à l'autorité policière qui devient auxiliaire.

6°) lutte sans merci contre la provocation publique à la débauche et réprime énergiquement le proxénétisme.

7° Interdise d'autoriser ou de tolérer des établissements de prostitution qui sont, dans le cadre le plus alarmant, des foyers d'alcoolisme et de contagion.

Nous espérons donc le vote prochain par les Chambres du projet de loi de M. Justin Godart, sénateur, qui engage une lutte sans merci contre les maladies vénériennes et qui, assainissant ainsi la race, la rendra plus féconde et plus belle.

Vu : *Le Doyen,*

ROGER.

Vu : *Le Président de Thèse,*

GOUGEROT. .

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

BERGERET (P.). — *Les maladies vénériennes à l'Armée Française du Rhin sous le régime de la loi d'Empire du 18 Février 1927.* (sera analysé dans les « Archives de Médecine et de Pharmacie Militaires »).

BOURGUIN (F.). — *De l'Organisation administrative de la lutte antivénérienne.* (Etude comparée des mesures prises en France et dans les Pays de l'Europe du Nord). Thèse Paris, 1922, n° 164.

BREGER. — *Le résultat de l'application de la loi Allemande pour la lutte contre les maladies vénériennes.* Dermat-Wochenschrift, n° 26, p. 845, 30 juin 1928.

CHRISTIAN. — *La nouvelle loi Allemande.* Aertzl. Monatschrift, p. 103, avril 1927.

DELBANCO (E.). — *Remarques critiques pour l'élaboration d'une loi pour la lutte contre les maladies vénériennes.* Dermat-Wochenschrift, p. 596, 1922.

ESCHER. — *Note sur la lutte antivénérienne à l'Armée du*

Rhin. Annales des Maladies vénériennes, p. 663, sept. 1923.

FLESCH. — *Remarques au sujet de la discussion pour l'élaboration d'une loi pour la lutte contre les maladies vénériennes.* West-Deutsche Aerzte Zeitung, Franckfort am Mein, p. 288, 1922.

— *Nouveaux problèmes en Allemagne.* Mitt-d-Deutsch, Gesellschaft, z. Bek der Geschl, 1^{er} janvier 1928.

GEYER et MOSES. — *Loi pour la lutte contre les maladies vénériennes.* Berlin, 1927. J.-H.-W. Dietz Nachfolger.

GALEWSKY. — *La législation en Allemagne.* Deutsche méd. Wochenschrift, 16 mars 1928.

HANAUER (W.). — *Influence de la Nouvelle loi sur la prostitution.* Dermat-Wochenschrift, p. 144, 7 oct. 1927.

HANSTEIN. — *Pour l'élaboration d'une loi pour la lutte contre les maladies vénériennes.* Klin-Wochenschrift, Berlin, p. 1.079, 1923.

HELLWIG. — *Discussion juridique de la récente loi.* München, Méd. Wochenschrift, p. 2.144, 16 déc. 1927. p. 2.189, 23 déc. 1927.

— *Ce que signifie « soigner » dans l'esprit de la loi pour la lutte contre les maladies vénériennes.* Dermat-Wochenschrift, n° 14, 7 avril 1928, p. 470.

HENSEL (E). — *Les résultats de l'application de la loi dans différentes villes.* Klin-Wochenschrift, 17 Décembre 1927.

HOFFMAN (E.). — *Statistique des maladies vénériennes, de la prostitution et des naissances en Allemagne occupée*. Dermat. Zeitschrift, Berlin, p. 201, 1924.

ICHOK. — *Action législative contre la prostitution et les maladies vénériennes en Allemagne et en France*. Pr. Méd., n° 41, p. 65, 23 mai 1928.

KNACK (A.-V.). — *Sur la nouvelle loi*. N. génération, 5 janvier 1928.

— *Lutte contre les maladies vénériennes dans le Mecklembourg-Schwerin*, Mitt. d. Deutsch. Gesellsch. z. Bekämpfung der Geschlechtskrankheiten, p. 109, octobre 1927.

LUSTIG (W.). — *Les laboratoires médicaux et la loi pour la lutte contre les maladies vénériennes*. Klin. Wochenschrift, p. 2296, 26 nov. 1927.

LIERMANN (H.). — *La nouvelle loi à Baden*. Aerzte-Mitt. a-Baden, p. 349, 15 nov. 1927.

MARCUSE. — *La nouvelle loi*. Monatschrift. f. Harnkrankh. u. sex-hyg., p. 49, 1^{er} mai 1927.

MEMELSDORFF. — *Aspect légal de la lutte en Allemagne contre les maladies vénériennes*. Dermat. Wochenschrift, 7 janvier 1928, 14 janvier 1928.

MITTERMAIER. — *La prostitution en Allemagne après l'application de la loi du 18 février 1927*. Zeitschrift f. sexualwissenschaft, p. 393, janvier 1928.

MUHLPFORDT. — *La nouvelle loi pour la lutte contre les maladies vénériennes et la syphilis*. Münchener med. Wochschr., 23 mars 1928. p. 523.

NOEGGERATH. — *La protection de la jeunesse et la nou-*

- velle loi, Bl. f. Gesundheitsfürs. p. 49.
août 1927.
- OELZE. — *La loi Allemande pour la lutte contre les maladies vénériennes*. München. Med. Woche, p. 184, 27 janvier 1928.
- OPPENHEIMER. — *La nouvelle loi Allemande*. Aertzl. Mitt-a-Baden, p. 316, octobre 1927.
- ROESCHMANN. — *La Nouvelle loi et les Médecins*. Aerztl. Mitt., p. 688. 3 sept. 1927.
- *La nouvelle loi et les devoirs des malades*. Bl. f. Volksgesundheitspflege, p. 11, 1928.
- *Les résultats de l'application de la loi en Prusse*. Deutsche med. Wochenschrift. p. 23, 6 janvier 1928.
- SCHWEERS (O.). — *La nouvelle loi*. Arch. f. Soz. hyg. u. demog. p. 1, 7 janvier 1928.
- SCHMOLDER (O. R.). — *De l'élaboration d'une loi pour la lutte contre les maladies vénériennes*. Dermat. Wochenschrift. Leipzig., p. 680, 1922.
- SCHULZE (W.). — *Contribution à l'étude d'une loi pour la lutte contre les maladies vénériennes*. Klin. Wochenschrift, Berlin, p. 2046, 1923.
- SOLBRIG. — *La nouvelle loi à Berlin*. Klin. Wochschr., 25 janvier 1928.
- STEIN. — *La nouvelle loi*. Aerzte. Rundschau, p. 303, octobre 1927.
- STRUVE. — *Au sujet de la nouvelle loi*. Monatschrift. f. Harnkrankh. u. sex. hyg., p. 208, 1^{er} oct. 1927.
- VOSSEN. — *Les bureaux de consultation et l'élaboration d'une loi pour la lutte contre les maladies véné-*

riennes. Oeffentl. Gesundheitspflege., Brnsch.
wg., p. 231, 1922.

ZAGLITS (C.). — *La nouvelle loi*. Zeitschrift f. Kinders-
chutz. p. 171, nov. 1927.

VON ZEMMBUSCH, MEMELSDORFF et TJADEN. — *Applica-
tion pratiques de la nouvelle loi allemande*.
Deutsche Zeitschrift f. Off. Gesundheitspflege,
p. 189, Sept. 1927.

